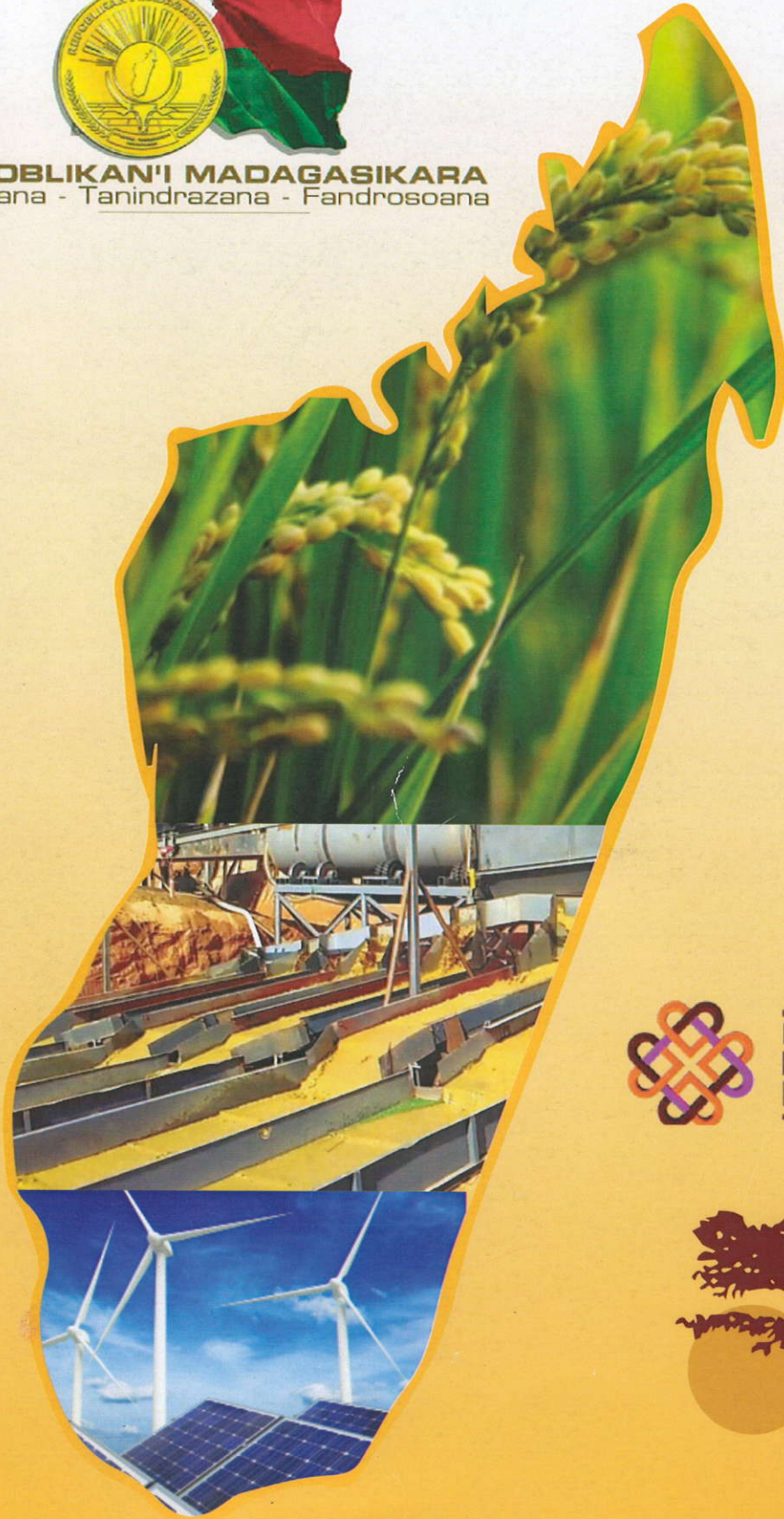




REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana



**INITIATIVE
EMERGENCE
MADAGASCAR**



POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT

2019-2023

**RATTRAPER LE RETARD
DE DEVELOPPEMENT
DE MADAGASCAR**



« SOLIDARITÉ NATIONALE, BIEN-ÊTRE ET FIERTÉ MALAGASY »

Mon ambition sera de transformer ma vision en actions réalisables, mesurables, quantifiables et matérialisables. Ma vision est limpide, faire de Madagascar un pays émergent dans l'objectif de rattraper en 5 ans le retard de développement accumulé en 58 ans.

Je me suis préparé et je suis prêt à relever le défi de faire des Malagasy un peuple fier de son identité, digne et vivant dans la paix, la sécurité et la prospérité : un peuple ayant foi en l'avenir.

Le présent document constitue la base du Projet de Société que j'ai l'honneur de proposer au peuple Malagasy et qui constitue le plan stratégique de l'« Initiative pour l'Émergence de Madagascar ».

Symbolisée par 4 cœurs entrelacés, l'IEM forme le pilier de l'accompagnement du développement socio-économique de la population et représente l'image d'une solidarité nationale et internationale au service de l'intérêt mutuel et général. C'est ce concept de mise en commun des intérêts qui dirigera la réalisation de ma vision pour que Madagascar rejoigne le rang des pays émergents.

Cet objectif ambitieux requiert l'implication de tous, la volonté de penser et d'agir différemment pour passer à l'action et promouvoir le développement de Madagascar. Nous irons au-delà des pratiques classiques de gestion des affaires en mettant en place des institutions redevables au service du peuple, acteur et bénéficiaire, et de l'intérêt général. Nous renforcerons les fondations de Madagascar à travers la réorganisation socio-économique et territoriale de la Nation.

Le présent plan stratégique est à marquer d'une pierre blanche. Aujourd'hui, nous voyons plus clair et j'invite chaque citoyen à reconsidérer nos valeurs et nos identités profondes à travers la Foi (Finoana), l'Espérance (Fanantenana) et l'Amour (Fitiavana), mais la plus grande des trois — c'est l'amour, qui seront considérés dans toutes les dimensions du concept de l'IEM. Dans cette perspective, « 107 Espaces de solidarité » seront agencés pour servir d'échelle d'intervention et iront accompagner la mise en œuvre de l'IEM.

J'estime que Madagascar, pays bénit de Dieu, et son peuple souverain méritent un développement concret qui le débarrasse des effets néfastes du cercle vicieux de la pauvreté.

Je m'engage personnellement à mettre en œuvre ce plan, à le réaliser avec vous et pour vous, avec les moyens de nos ambitions, dans l'espace et dans le temps, sur la base d'un contrat social et à travers « Un élan de solidarité nationale pour le bien-être et la fierté du peuple Malagasy ».

Andry Rajoelina

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	7
II. MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT	7
III. VISION DU DÉVELOPPEMENT À MOYEN TERME.....	8
IV. VALEURS FONDAMENTALES	9
V. PRINCIPES DIRECTEURS ET DÉMARCHES	9
VI. ÉTAT DES LIEUX	10
VII. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, OBJECTIFS GLOBAUX ET SECTORIELS.....	12
VIII. AXES STRATÉGIQUES ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'ÉMERGENCE.....	14
IX. PILOTAGE ET SYSTÈME DE SUIVI-EVALUATION	17
X. ACTEURS DE L'ÉMERGENCE	19
XI. ANNEXES I : DÉFIS	20
XII. ANNEXE II : LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT (N IMAGE).....	26
XII. ANNEXE III : LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT (EN CHIFFRES) ..	27

I. INTRODUCTION

L'article 55 alinéa 6 de la Constitution dispose que chaque Président de la République nouvellement élu, se doit, au début de son mandat, de définir les grandes lignes de la Politique Générale de l'État (PGE) que le Gouvernement doit mettre en œuvre suivant l'article 63 alinéa 1.

Cette Politique Générale de l'État, en parfaite cohérence avec la vision de développement du pays à travers l'Émergence et l'Agenda politique véhiculé par le Président de la République, a pour objectif de faciliter l'appropriation et le passage de la vision en actions réalisables, mesurables, quantifiables par l'ensemble des parties prenantes ainsi que leur intégration dans tout le processus de planification, de programmation et de budgétisation à tous les niveaux.

Dans l'esprit de continuité de l'État, la PGE tient par ailleurs compte des différents engagements pris par le pays aux niveaux mondial, continental et régional.

Enfin, elle donne les éléments d'orientation pour la conduite et l'implémentation des politiques et stratégies sectorielles, le choix des instruments, des rythmes, des structures de mise en œuvre et la détermination des résultats de développement requis et visés.

II. MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'ÉTAT

La présente Politique Générale de l'État part de la vision du Président de la République sur l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar (IEM) et des défis sous-jacents. Sur le plan méthodologique, elle comprend les éléments clés suivants :

- La **Vision** de développement à moyen terme ;
- Les **Valeurs** fondamentales ; les principes directeurs ;
- La **problématique** et l'état des lieux qui donne l'image et la situation du pays à l'heure actuelle ;
- Les **orientations** stratégiques **et les Objectifs Globaux et Sectoriels** ;
- Les **7 Axes stratégiques de développement** ;
- Les **13 Objectifs Stratégiques** : leviers principaux correspondant aux 13 Velirano et 100 défis ;
- Le système de **Suivi-Evaluation** ;
- Les **Acteurs** de l'Émergence.

L'existence du présent document de Politique Générale de l'État va ainsi permettre au Gouvernement et à chaque Département Ministériel d'une manière inclusive avec les autres parties prenantes (secteur privé, organisation intermédiaire, société civile, population, partenaires techniques et financiers...) de conformer leurs missions, attributions et politiques d'intervention respectives aux objectifs définis dans la PGE et d'aligner leurs plans d'actions, dans un souci de cohérence, de responsabilité et de redevabilité.

III. VISION DU DÉVELOPPEMENT À MOYEN TERME

« Une Nation émergente dans un élan de solidarité nationale pour la fierté et le bien-être du peuple malagasy » définit la Vision du développement à moyen terme prônée par le Président de la République à travers l'Initiative pour l'Émergence de Madagascar (IEM). L'ambition est de hisser Madagascar au rang des pays émergents à revenus intermédiaires, afin de rattraper le retard de développement accumulé depuis l'indépendance.

La transformation de la vision en actions stratégiques et opérationnelles, dans le cadre d'un Plan stratégique 2019-2023, permettra au pays de devenir Émergent. Dès lors, les Malagasy s'affirmeront comme un peuple fier de son identité, digne et vivant dans la paix, la sécurité et la prospérité, un peuple ayant foi en l'avenir.

La concrétisation sera effectuée par des grands changements politiques et économiques. L'émergence se manifestera comme un bouquet d'actions cohérentes et complémentaires, à savoir :

- Émergence territoriale : développement équilibré et harmonieux des territoires à travers les régions, ainsi que les 119 districts traduits en espaces de solidarité ;
- Émergence économique et commerciale pour un « Madagascar, leader économique à forte croissance inclusive », sera propulsée par des niches et des bassins de production. Ainsi, le commerce inclusif sera au cœur de l'émergence économique afin d'assurer un développement durable aux profits de la population ;
- Émergence industrielle et sectorielle qui fera de l'« Industrie, un moteur de développement à forte valeur ajoutée », sera impulsée par les Zones d'Activités dédiées et les secteurs porteurs (tourisme, mine, agrobusiness, économie bleue). À terme, un déversement de l'emploi du secteur primaire vers le secteur secondaire est attendu ;
- Émergence environnementale où les « Ressources naturelles et énergies renouvelables seront sauvegardées et exploitées rationnellement », pour diminuer l'émission des gaz à effet de serre et éradiquer les exploitations illicites ;
- Émergence administrative et institutionnelle pour des « Institutions et secteur public performants, régulateurs et développeurs », à travers l'instauration d'un État de Droit, fort et capable de rétablir la confiance entre gouvernants et gouvernés ;
- Émergence sociale pour un « Capital humain doté de connaissances et de compétences élargies », acquise par le renforcement de l'éducation et de la formation de qualité pour tous, ainsi qu'un système de santé de qualité ;
- Émergence culturelle pour une « Promotion du Vita Malagasy » par la mutualisation de l'excellence et des compétences ainsi que la promotion de la valeur culturelle malagasy.

IV. VALEURS FONDAMENTALES

La Foi, l'Espoir, l'Affection et l'Attachement constituent les valeurs fondamentales de l'Émergence. Ces dernières renforceront les socles de la société Malagasy, à travers la réorganisation socio-économique et territoriale de la Nation.

Le concept de mise en commun des intérêts gagnant-gagnant permettra l'accès de Madagascar au rang des pays émergents, en ouvrant toutes les fenêtres d'opportunités.

L'implication de tous, la volonté de penser et d'agir différemment insufflent la mise en place d'institutions redevables aux services du peuple.

La culture de l'excellence et de la méritocratie s'appliquera à tous les niveaux de gestion des affaires publiques, pour débarrasser le pays des effets néfastes de la routine et du laisser-aller.

V. PRINCIPES DIRECTEURS et DÉMARCHES

1. Principes directeurs

Les principes directeurs qui sous-tendent l'Émergence reposent sur :

- Le respect de l'État de droit, de la démocratie, des libertés fondamentales au sein d'une République indivisible et souveraine ;
- L'exigence de la transparence et de la redevabilité, de la communication et du dialogue social ;
- Le maintien de l'équilibre entre le social et l'économie de marché, pour un « État-nation : régulateur et développeur », et l'équité territoriale dans sa gouvernance ;
- Le respect de la continuité de l'État et la capitalisation des acquis ;
- L'esprit gagnant-gagnant ;
- L'esprit de responsabilité et du respect des normes, en vigueur en termes d'investissements et partenariats tant public que privé ;
- Les initiatives et les prises de responsabilités, ainsi que des décisions au niveau local ;
- L'alignement : aux principes de l'Agenda 2030 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), aux accords/programmes avec les communautés régionales (SADEC, COI, COMESA...); à l'intégration future de Madagascar au sein de l'ASEAN+3, permettant ainsi l'adoption de la vision 2025 des pays de l'Asie de l'Est : « une émergence économique partagée basée sur la stabilité, la paix et la sécurité dans le respect de l'environnement » ; au renforcement du positionnement géographique de Madagascar dans le cheminement de l'Initiative Ceinture et Route (ICR), en particulier la Route Maritime de la Soie du 21^e siècle ;
- Le respect des accords bilatéraux et multilatéraux ;

- La tolérance zéro dans l'éradication des réseaux et des actes de banditisme et de la lutte contre la corruption ;
- La lutte contre la pauvreté et les inégalités ;
- L'approche genre ;
- La capacité d'anticipation et de résilience.

2. Démarches

La politique de changement sera appliquée et développée à tous les niveaux pour atteindre un rythme accéléré de croissance et de développement. Ces changements seront perçus à travers différents angles :

- Changement d'échelle ayant la forme d'un développement décentralisé ;
- Changement d'environnement avec une nouvelle maîtrise de l'espace (Tanamasoandro, Zone d'Aménagement Touristique...); et une maîtrise des nouvelles technologies (innovation et gouvernance numérique);
- Changement d'objectifs pour assurer une égalité de traitement entre les régions et les pôles de croissance et espaces de solidarité ;
- Changement d'approche stratégique dans l'exploitation des compétences et des connaissances (spécialisations, pool d'expertises...);
- Changement de méthodes pour une cohérence intersectorielle et une intégration multidimensionnelle ;
- Changement d'instruments (fiscal, numérique, foncier... etc.) pour l'opérationnalisation des cadres réglementaires incitatifs ;
- Changement de culture impliquant le patriotisme, la participation et l'engagement citoyen dans la conduite des actions publiques et de solidarité.

VI. ÉTAT DES LIEUX

Madagascar, ayant une superficie de 587 000 km², située au sud de l'océan indien, figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. Cette situation résulte des faibles performances obtenues par les gouvernants qui se sont succédés depuis l'indépendance. Madagascar devient, par conséquent, un des pays caractérisés par une pauvreté chronique, une vulnérabilité et une fragilité durable et surtout par une décapitalisation prononcée à tous les niveaux. Sa résilience sur tous les plans se trouve fortement handicapée.

Madagascar a exploré depuis son indépendance successivement la plupart des options de modèles de développement pour améliorer le bien-être de sa population. Une de leurs problématiques majeures est la faiblesse de la croissance économique et la faiblesse de leurs impacts sur les conditions de vie de la population.

D'après le Sixième Rapport National de Développement Humain 2018, la performance de Madagascar sur le plan de développement humain est de 0,512 contre 0,523 pour l'Afrique subsaharienne, et 0,717 pour le Monde (PNUD 2016). Le niveau de développement humain à Madagascar demeure donc encore faible, ce qui classe le pays dans la catégorie des pays à développement humain faible, et au rang de 158e sur 188 pays. Le ratio de pauvreté ne s'est pas suffisamment amélioré et a varié de 70,0 % à 71,5 % entre 1993 et 2012.

Madagascar se trouve confrontée à deux grandes tendances, à savoir l'explosion démographique et la croissance à peine supérieure au taux démographique. L'État doit considérer que la politique démographique fait partie intégrante d'une bonne stratégie de valorisation du capital humain. L'État doit également considérer, par ses divers politiques et nombreux programmes, cette croissance démographique. Il doit, à cet effet, saisir les fenêtres d'opportunités démographiques offertes par l'importance de la jeunesse malgache dans la structure par âge de la population.

Sur le plan sécuritaire, quasiment toutes les régions de Madagascar sont sous l'emprise de l'insécurité. Cette situation détermine le climat des affaires déjà chancelant et aggrave la crise de confiance de la population vis-à-vis des dirigeants. Les externalités négatives y associées, sur les activités économiques sont palpables.

Sur le plan social, les indicateurs sur la santé et l'éducation poussent à une nécessité de prise de mesures vigoureuses.

En matière de gouvernance, la pratique de la corruption mine le fonctionnement de l'Administration et crée des dysfonctionnements au niveau de la sphère économique et sociale.

La dégradation de l'environnement constitue un fléau majeur, en particulier par rapport à la productivité agricole et au changement climatique.

Toutefois, malgré les incertitudes et les menaces liées au niveau de pauvreté relativement élevé ; des potentialités, des atouts et des opportunités de développement existent et n'attendent que d'être détectés, valorisés et exploités dans le cadre d'une approche gagnant-gagnant.

